



HAL
open science

Les colonies municipales de banlieue : entre héritage paternaliste, empreinte communiste et diffusion d'un modèle (1880-1960)

Emmanuel Bellanger

► **To cite this version:**

Emmanuel Bellanger. Les colonies municipales de banlieue : entre héritage paternaliste, empreinte communiste et diffusion d'un modèle (1880-1960). Samuel BOUSSION; Mathias GARDET. Les Châteaux du social XIXe-XXe siècle, Beauchesne; Presses universitaires de Vincennes, pp.91-102, 2010. halshs-01451114

HAL Id: halshs-01451114

<https://shs.hal.science/halshs-01451114>

Submitted on 31 Jan 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Emmanuel Bellanger, « Les colonies municipales de banlieue : entre héritage paternaliste, empreinte communiste et diffusion d'un modèle (1880-1960) », in Samuel BOUSSION, Mathias GARDET (dir.), *Les Châteaux du social XIXe-XXe siècle*, Paris, Beauchesne/Presses universitaires de Vincennes, 2010, pp. 91-102.

PRÉSENTATION :

Les châteaux sont ordinairement perçus comme des lieux de prestige, des symboles de pouvoir. Berceau des familles nobles, ils peuplent les récits historiques, véhiculant leur lot de fantasmes. Mais on oublie trop souvent qu'en France cet imposant parc immobilier a pu loger – et loge parfois encore - des oeuvres à vocation sociale, opérant ainsi une reconversion de ce patrimoine en « châteaux du social ». Déjà remarquable durant de la seconde moitié du XIXe siècle, ce phénomène, a pris au cours du siècle suivant une plus grande ampleur, encore mal évaluée. Ces demeures ont accueilli des populations d'un style qui rompait avec leurs habitants traditionnels. Les châteaux ont ainsi changé de mains et sont devenus des instruments des politiques sociales qui se sont succédées depuis plus d'un siècle. La colonie de vacances : pour respirer le bon air, pour la rééducation morale également et pour promouvoir la pédagogie de la vie collective.

Les colonies municipales de banlieue : entre héritage paternaliste, empreinte communiste et diffusion d'un modèle (1880-1960)

Depuis le second XIX^e siècle, « l'enfant communal » est au cœur des préoccupations municipales. Sous la pression démographique et l'emprise de nouvelles injonctions préfectorales, les mairies de la banlieue parisienne ont la lourde charge d'accompagner la croissance urbaine et de satisfaire aux demandes sociales diffuses. En ces temps de reconversions économiques, la ville est considérée par une nébuleuse philanthropique et réformatrice comme le lieu délétère de la promiscuité, des miasmes et de la dégradation morale et physique à l'origine de la dépopulation de la France et de son déclin¹. Aux prises avec la densification et l'étalement rapides de l'agglomération parisienne, les collectivités locales et leurs autorités de tutelle se doivent de mettre en place des dispositifs de contrôle sanitaire et éducatif sur les populations déracinées et leurs progénitures exposées aux désenchantements et aux dépravations de la rue².

Dans le grand dessein républicain d'intégration sociale, les municipalités constituent le maillon essentiel de l'intervention publique de proximité. Légitimées par la charte municipale du 5 avril 1884, elles s'imposent comme l'épicentre de la création et du déploiement de services publics

¹. Christian Topalov (dir.), *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France 1880-1914*, Paris, Éditions de l'ÉHESS, 1999, 574 p.

². Yannick Marec (dir.), *Villes en crise ? Les politiques municipales face aux pathologies urbaines (XVIII-XX^e siècle)*, Paris, Créaphis, 2005, 759 p.

locaux³. À partir des mairies triomphantes élevées à la Belle époque, faire-valoir d'un patriotisme de clocher et d'une identité communale régénérée, les municipalités se fixent comme priorité — avec des degrés d'investissement variables selon leur puissance fiscale et l'abondance des subventions de l'État — l'édification d'un patrimoine scolaire et la création de nouvelles prestations au service de l'enfance.

Au tournant des années 1880-1900, les cités suburbaines créent des enseignements spéciaux de chant, de gymnastique, de dessin, de coupe ou d'art ménager, qui confortent la division sexuelle du travail. Sous la vigilance des caisses des écoles légalisées en 1867 et codifiées en 1882, elles ouvrent des cantines scolaires, rendent obligatoire la vaccination dans les écoles et organisent des distributions de bienfaisance aux enfants des familles indigentes. Promoteurs d'un temps attendu de la sociabilité municipale, les édiles décernent chaque année, aux meilleurs élèves de la communale, des prix méritocratiques et financent des classes d'études et des patronages. À la même époque, une étape supplémentaire de l'interventionnisme municipal est franchie avec la création des colonies scolaires, qui annoncent une aventure sociétale bien plus ambitieuse : la reconversion de châteaux en de véritable colonie domaniale.

La colonie domaniale : une expérience héritée, transformée et intériorisée

À partir des années 1920, un nouveau service public municipal ou paramunicipal se formalise autour de l'hygiène préventive et de la volonté politique d'encadrer l'enfance sujette à l'errance et à une forte mortalité⁴. En parallèle au développement de la médecine scolaire et au déploiement des écoles de plein air et des services d'hygiène sociale, se dessine un projet d'extension du domaine communal sanitaire et récréatif : la colonie domaniale⁵. Dans cette perspective, le domaine vacancier avec son château ou sa maison de maître se présente comme l'archétype même de l'acquisition idéale. Pour de nombreux édiles, il faut du beau, du monumental pour les enfants des classes populaires, mais aussi plus tardivement, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, pour les « anciens », les vieux de la commune qui n'ont jamais connu les plaisirs du dépaysement.

La colonie domaniale, louée ou achetée par la ville, devient un véritable service public vacancier, cofinancé par le conseil général de la Seine et les subventions de la préfecture. En banlieue parisienne, ces colonies prolongent les premières expériences des colonies scolaires à vocation méritocratique et sanitaire. Initiées par les caisses des écoles, elles ont pour modèle les colonies de la Ville de Paris instituées à partir de 1882⁶. Ces prestations nouvelles relèvent le plus souvent de

³. Emmanuel Bellanger, *Administrer la « banlieue municipale » : activité municipale, intercommunalité, pouvoir mayoral, personnel communal et tutelle préfectorale en Seine banlieue des années 1880 aux années 1950*, thèse d'histoire, Université Paris 8, 2004, 1516 p.

⁴. Grégoire Ichok, *La Mortalité à Paris et dans le département de la Seine...*, Paris, Imprimerie L'Emancipatrice, 1937, 227 p.

⁵. Anne-Marie Châtelet, Dominique Lerch, Jean-Noël Luc, *L'École de plein air. Une expérience pédagogique et architecturale dans l'Europe du XX^e siècle*, Paris, Éditions recherches, 2003, 432 p.

⁶. Lucien Joyeux, *La Protection de l'enfance dans le département de la Seine*, thèse de droit de l'Université de Paris, 1936, 176 p. ; Fou-Tseou WANG, *Les Caisses des écoles, étude juridique et pratique*, Paris, Les Éditions Domat-Montchrestien, 1938, 97 p.

placements d'enfants dans des familles d'accueil. Leur organisation est déléguée à des associations telles que l'œuvre des Trois Semaines fondée à Levallois-Perret en 1881 par le pasteur Lorriaux, l'œuvre de la Chaussée du Maine fondée par l'épouse d'Edmond de Pressensé en 1882, l'œuvre parisienne des enfants à la montagne ou, à partir de 1902, l'œuvre des colonies de la Ligue fraternelle des enfants de France. Entre les années 1880-1900, plus d'une vingtaine de municipalités suburbaines ont fait appel à ces œuvres, surtout à celle de la Chaussée du Maine. En 1921, ce sont désormais 37 municipalités du département de la Seine sur 78, qui ont institué un service de colonies de placement. C'est dans ce contexte de diffusion de ce modèle vacancier que l'Union nationale des colonies de vacances et des œuvres de grand air, fondée par le docteur Boureille, s'installe en 1907 dans la commune populaire d'Ivry-sur-Seine. En 1920, 208 associations y étaient affiliées⁷.

Au lendemain de la Grande guerre et du traumatisme qu'elle a engendré⁸, les colonies domaniales marquent une nouvelle étape dans l'histoire de l'encadrement de l'enfance communale. Sans renier systématiquement le modèle du placement familial, cette nouvelle action municipale se développe progressivement à partir des années 1920. Elle est portée par l'application d'un nouveau corpus de lois ramifié à la charte sanitaire de février 1902 et par l'effervescence de l'activité publique locale dont les réalisations se lisent sur les paysages suburbains avec l'élévation des premières cités HBM et l'ouverture des dispensaires, des bureaux d'hygiène, des bains douches auxquels sont rattachés les bains scolaires, et des écoles de plein air de l'office public départemental d'hygiène sociale créé en 1918 sous l'influence d'Henri Sellier, figure de proue du municipalisme⁹. L'acquisition d'un domaine vacancier prolonge également les travaux édilitaires de modernisation de l'équipement sportif avec la création de piscines ou de stades omnisports.

Au même moment, le déploiement de l'activité publique locale s'accompagne d'une professionnalisation exemplaire du personnel communal dont les cadres sont formés à l'École nationale d'administration municipale (ENAM) fondée en 1922 ou à l'Institut d'urbanisme de l'Université de Paris (IUUP) ouvert en 1919¹⁰. Pour cette nouvelle élite administrative, il importe de servir les municipalités à la lumière des enseignements qu'elle a reçus sur la protection de la santé publique et le fonctionnement des équipements sanitaires, scolaires, sportifs et vacanciers. Par l'intermédiaire de ces lieux de formation et de leurs réseaux associatifs, se diffusent de nouvelles expériences de gestion publique¹¹. La colonie domaniale devient dès lors un de ces fers de lance que les différentes municipalités, dans un esprit d'émulation, cherchent à promouvoir.

7. Office central des œuvres de bienfaisance, *Paris charitable, bienfaisant et social*, Paris, Librairie Plon, 1921, pp. 389-429.

8. Henri Sellier, Auguste Bruggemann, Marcel Poète, *Paris pendant la guerre*, Paris, Presses universitaires, 1926, 105 p. ; Manon Pignot, *La Guerre des crayons. Quand les petits Parisiens dessinaient la Grand Guerre*, Paris, Parigramme, 2004, 127 p.

9. Henri Sellier, *La Lutte contre la tuberculose dans la région parisienne 1896-1927. Le rôle de l'office public d'Hygiène sociale*, Paris, Éditions de l'OPHS du département de la Seine, 1928, 124 p. ; Emmanuel Bellanger, *De la Seine banlieue à la Seine-Saint-Denis : une histoire de l'État au XX^e siècle*, Paris, La Documentation française, 2005, pp. 20-42.

10. Emmanuel Bellanger, « L'École nationale d'administration municipale : Des "sans-grade" devenus secrétaires généraux », *Politix*, 53, mars 2001, pp. 145-171.

11. Emmanuel Bellanger, « La ville en partage : les "savoir-administrer" en banlieue parisienne (années 1880-1950) », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 12, mai 2005, pp. 79-95.

Cette nouvelle institution ne relève pas uniquement d'une politique publique portée par le municipalisme de l'entre-deux-guerres. Ce qui donne à la colonie sa spécificité relève de l'empreinte que cette expérience enfantine et collective laisse dans les consciences citoyennes. Les enquêtes orales attestent que le souvenir des colonies de vacances reste ancré dans la mémoire des colons des municipalités de la banlieue parisienne¹². La colonie domaniale est considérée comme un lieu d'éveil et de transition vers l'âge adulte, mais aussi, comme « une terre promise » de ressourcement et d'espérance politique où s'affermissent les distinctions de genre et de classe¹³. Elle porte en elle une dimension intime et altruiste où l'enfant, l'adolescent se confronte aux autres dans un cadre codifié différent de celui de l'école ou du patronage. La colonie domaniale, avec pour lieu de ralliement le château, transgresse le repli familial et offre surtout un dépassement sous contrôle. Pour reprendre une devise d'un patronage de Grenoble du début du XX^e siècle, la colonie se présente sous les traits « d'une cure d'air » et d'une « cure d'âme »¹⁴, une âme jeune en formation qu'il convient d'encadrer, de guider, voire pour certains, de politiser.

L'expérience communiste des vacances au château

Le mouvement de création des colonies de vacances a coïncidé avec l'implantation d'une nouvelle force politique légitimée et pérennisée par la réalisation de programmes municipaux ambitieux : le parti communiste, section française de l'internationale communiste (SFIC) fondé en 1920. Au lendemain de la Grande guerre, une conversion politique de la banlieue parisienne s'est produite. La banlieue rouge est née¹⁵. Dans la Seine-banlieue regroupant les 80 communes suburbaines encerclant Paris, le parti communiste compte 26 municipalités en 1935, 45 en 1945, 28 en 1947, 31 en 1959, 35 en 1965 et encore 38 en 1977. Entre 1945 et 2001, plus de vingt communes n'ont eu à la tête de leur assemblée que des maires communistes¹⁶.

Dans les années 1920-1930, ce sont sur les patronages et plus encore sur les colonies de vacances que se polarisent les aspirations édilitaires des municipalités communistes. Dès 1928, la ville d'Ivry, conquise en 1925, se rend acquéreur d'une propriété près de Royan. Malakoff achète son château de Fulvy en 1929. Bagnolet inaugure en 1932 sa première propriété sur l'île d'Oléron et deux décennies plus tard, elle acquiert son château d'Yzeure dans l'Allier. En 1934, Bobigny, cité historique du communisme municipal depuis 1920, devient à son tour propriétaire d'un domaine sur l'île d'Oléron¹⁷, tandis que Romainville, communiste depuis 1935, fait l'acquisition en 1937 du château du Bosgouët. Cet engouement s'étend à la plupart des municipalités de tradition

¹². Atelier de restitution du patrimoine et d'ethnologie du Val d'Oise de Béatrice Cabedoce et collectes de témoignages des archives de Saint-Denis, d'Ivry ou de Pantin.

¹³. Laura Lee Downs, *Childhood in the Promised Land : Working-class movements and the colonies de vacances in France, 1880-1960*, Duke University Press, 2002, 411 p.

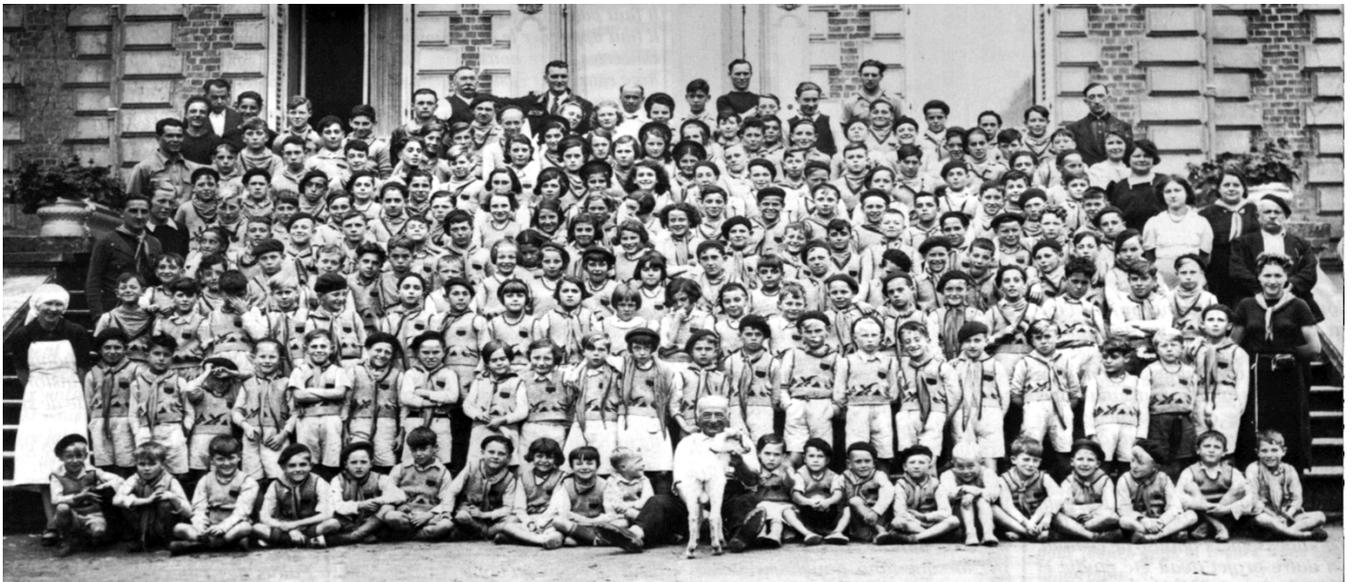
¹⁴. Vincent Rogard, « Cure d'air, cure d'âme : les débuts des colonies de vacances (1880-1914) », in *Sport, culture et religion. Les patronages catholiques (1898-1998)*, Brest, Centre de recherche bretonne et celtique, 1999, pp. 243-256.

¹⁵. Paul Thibaud, « Le communisme municipal », *Esprit*, n° 10, octobre 1966, pp. 413-422.

¹⁶. Emmanuel Bellanger, « Spécificité, continuité et uniformisation de la gestion communiste dans les mairies de la Seine », in Jacques Girault (dir.), *Des communistes en France*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2002, pp. 293-317.

¹⁷. *Bulletin municipal de Bobigny*, novembre-décembre 1938, pp. 20-21.

communiste. En Seine-et-Oise, dans la grande banlieue parisienne, les deux municipalités emblématiques de l'implantation communiste, Bezons et Argenteuil, se lancent également en 1931 à la conquête de grands domaines vacanciers. Jusqu'à la fin des années 1960, des édiles communistes se rendront acquéreurs de châteaux.



Le château du Bosgouët de la ville communiste de Romainville est acheté en 1937

Les colons, « gentils enfants de prolétaires », sont devenus le faire-valoir de l'action municipale

En juillet 1939, le maire de Romainville, Pierre Kérautret, prendra l'initiative d'une excursion familiale en présence à la fois d'un représentant du ministère de l'Hygiène publique et de Jacques Duclos, vice-président de la Chambre des députés.

[Archives publiques, Archives municipales de la Ville de Romainville]

Si dans les années 1920-1930 les villes communistes ont été les plus nombreuses à investir dans les colonies domaniales, elles n'ont cependant pas été pionnières. Des municipalités socialistes, comme Levallois-Perret en 1923 ou Bondy et Pavillons-sous-Bois au milieu des années 1920, les ont précédées¹⁸. Des municipalités « conservatrices » – Montreuil jusqu'à l'élection d'un maire communiste en 1935 ou Villeneuve-la-Garenne – ont aussi suivi dès le début des années 1930 ce mouvement d'acquisition. Même la ville à l'entre-soi bourgeois de Neuilly-sur-Seine achètera en 1946 son château à Tremblay-sur-Mauldre en Seine-et-Oise¹⁹.

Dans la presse communiste, ces équipements sont présentés comme une nouvelle génération de vacances enfantines et collectives, sans précédent, appelées à remplacer les colonies de placement gérées par des associations sans attache municipale. Ces dernières sont qualifiées par Léon Pigninier, maire communiste de Malakoff (1925-1939), de « marchands de vacances » dépassés par les impératifs politiques des villes rouges²⁰. En 1935, l'hebdomadaire communiste *Regards*

¹⁸. Conseil municipal de Bondy, *Compte rendu de mandat 1929-1935*, 1935, p. 47.

¹⁹. Michel Ménétrier, *Neuilly-sur-Seine son évolution urbaine*, Thèse de l'IUUP, 1948, p. 170.

²⁰. Délibération du conseil municipal du 18 décembre 1928.

compare les nouvelles colonies enfantines à des « machines à fabriquer la santé », où la surveillance sanitaire et l'encadrement éducatif d'essence partisane sont renforcés²¹. Mais c'est certainement la référence répétée à la citation de Maurice Thorez secrétaire général du parti – « l'enfance est notre plus doux espoir » – qui offre la plus belle légitimité politique à l'action municipale des mairies communistes²². En moins de deux décennies, la colonie municipale domaniale est devenue une politique publique à part entière qui a l'honneur des comptes rendus de mandat des équipes municipales sortantes, de *L'information municipale* (organe de presse des élus locaux communistes) ou des revues spécialisées d'administration et d'urbanisme. Dans les pas du socialisme municipal, la municipalisation des loisirs et leur délocalisation deviennent le faire-valoir de l'action des maires communistes qui affermissent leur image d'élus bienfaiteurs et bâtisseurs au service des petites patries du communisme local et de leur « patriotisme de clocher à base de classe un des fondements de la banlieue rouge »²³.

Pour affermir son projet politique d'une radicalité exemplaire, la SFIC se doit de pérenniser son action en répondant aux demandes sociales. Présenté comme un lieu sain d'endiguement de la tuberculose, maladie du pauvre, le château communiste fait l'objet d'une appropriation symbolique et politique d'un lieu de pouvoir ancestral. Les colons doivent vivre dans la salubrité, les grands espaces, mais ils doivent aussi se soumettre à une sociabilité militante. En réalité, le château n'en est pas toujours un. Par extension et assimilation, de grandes demeures villageoises municipalisées sont décrites dans les bulletins ou la presse communiste locale sous les traits d'une habitation d'exception destinée aux enfants du petit peuple des banlieues. Dans la plupart des villes rouges, ces maisons de plaisance sont le lieu de passage attendu « des gentils enfants de prolétaires, des gentils enfants de la misère », poème célèbre de Jacques Prévert chanté dans le film *Aubervilliers 1945* d'Éli Lotar, « une enfance de misère » transfigurée sous l'autorité municipale communiste en une enfance prétendument heureuse. « Tout pour le peuple et par le peuple », tel est le leitmotiv des maires communistes depuis 1945²⁴.

S'ils n'ont pas été les premiers à acheter de vastes domaines récréatifs, les maires communistes ont cependant su généraliser les politiques d'acquisition domaniale. La colonie, devenue une véritable institution municipale, devient autant l'instrument d'une politique sociale innovante qu'un vecteur de propagande ; une occasion également de se distinguer des adversaires politiques, tel un Pierre Laval, homme lige de l'anticommunisme et maire d'Aubervilliers (1923-1944), « pays de la misère », « ville chimique [...] où les gosses [auraient] perdu le sourire »²⁵. Dès la fin des années 1920, les maires communistes se présentent ainsi comme les meilleurs artisans de la lutte contre la mortalité infantile. En popularisant l'image du colon devenu châtelain, ils se posent en promoteurs de la repopulation française et du bien-être des familles. Leurs municipalités

21. *Regards* du 15 août 1935.

22. Maurice Thorez, *Fils du peuple*, Paris, Éditions sociales internationales, 1937, p. 122.

23. Annie Fourcaut, *Bobigny, banlieue rouge*, Paris, Éditions ouvrières/Presses de la FNSP, 1986, p. 196.

24. *L'Action des communistes dans les Conseils municipaux. Tout pour le peuple et par le peuple*, Paris, L'Union des municipalités communistes de la région parisienne, 1945, 63 p.

25. *Regards* des 10 et 17 janvier 1935.

rivalisent ainsi avec les ambitions affichées des œuvres paroissiales, des 284 conférences de Saint-Vincent de Paul réparties aux quatre coins du département de la Seine, des chantiers du Cardinal ouverts dans les années 1930 ou des associations d'essence bourgeoise et philanthropique comme l'Alliance nationale pour l'accroissement de la population fondée en 1896.

Controverse et généralisation d'un modèle d'encadrement

À la suite du banc d'essai municipaliste de l'entre-deux-guerres dont le succès rejaillit sur les villes de toutes tendances politiques, l'engouement éditaire se polarise plus encore, au tournant des années 1940-1950, sur l'acquisition de domaines vacanciers. À la fin des années 1950, les études de Louise Borniche, employée de mairie diplômée de l'ENAM et de l'IUUP, montrent que l'accès aux colonies de vacances s'est généralisé à la quasi-totalité des 80 communes de la Seine-banlieue²⁶. En 1954, seules trois n'en ont pas encore : Villetaneuse, cité communiste, Rungis et Chevilly-Larue. Ce sont la démographie et les insuffisances budgétaires, et non l'engagement partisan des municipalités, qui discriminent les villes du département. Ce sont les cités du premier cercle suburbain, celles qui ont su tirer le plus grand profit de leurs frontières contiguës avec la capitale, qui ont pu davantage investir dans des politiques d'équipements et d'acquisition de domaine vacancier. À l'échelle du pays, Louise Borniche met en évidence que plus l'urbanisation d'un département est importante, plus les collectivités locales de celui-ci investissent dans les offres récréatives. Au total, en 1954, les municipalités de la Seine-banlieue comptaient 586 établissements vacanciers fréquentés par plus de 60 000 enfants.

Si le château de vacances s'est généralisé, le château communiste reste, lui, source de controverse. L'enfant communal des cités rouges aurait-il été « soviétisé » comme aime à se décrire Véra Belmont cinéaste et fille de communistes ?²⁷ Au début des années 1950, la presse anticommuniste, et en particulier le bulletin *Les municipalités françaises soviétisées*, n'en doute pas²⁸. Il dénonce avec virulence *la fabrique des enfants rouges* dans les colonies et les patronages municipaux des villes communistes. Déjà, dans son reportage de l'été 1935 sur « la machine à fabriquer la santé », le magazine communiste *Regards* nourrissait sciemment cette thèse de l'embrigadement des « bouts d'hommes ». Dans les villes rouges, c'est une véritable petite société hiérarchisée et obéissante qui se laisse observer²⁹. Les colons, guidés dans leur orientation par un personnel qui a foi en son parti, élisent des conseils de discipline. « Lorsqu'en 1932, les enfants de Bagnolet, première municipalité ouvrière qui fonda une colonie dans l'île [d'Oléron], firent leur apparition [...], la population leur fut franchement hostile. Les petits colons arboraient le béret rouge ; ils chantaient des airs séditions. [...] la vue de deux cents bouts d'hommes, marchant deux par deux,

²⁶. Louise Borniche, *Les Colonies de vacances*, thèse de l'IUUP, 1957, 140 p. & « Les colonies de vacances et leur vie », *La Vie urbaine*, n° 1-2, avril-juin 1958, pp. 147-159.

²⁷. *Camarades : il était une foi les communistes français*, documentaire d'Yves Jeuland, 2004.

²⁸. *Informations politiques et sociales*, n° 6, 9 avril 1953.

²⁹. Lucien Mercier, « Enfance et parti communiste français : le scoutisme rouge (1921-1933) », in Vincent Duclert, Rémi Fabre, Patrick Fridenson (dir.), *Avenir et avant-gardes (XIX-XX^e siècles). Hommages à Madeleine Rebérioux*, Paris, La Découverte, 1999, pp. 341-356.

était préjudiciable à l'ordre public. À tour de rôle, ils signaient une pétition pour les antifascistes. Tous ont signé. Même Margot. Même petit Louis. Et maintenant, on part pour la plage. On défilera, le drapeau rouge de la colonie en tête. On chantera la Jeune Garde et l'Internationale. Et les paysans de l'«Ile enchantée» les salueront sur le passage ».³⁰

Dans les années 1950, les discours de Jacques Duclos, devant la commission exécutive de l'association nationale des élus républicains (ANER), apportent toujours des arguments au parti de l'anticommunisme qui s'alarme d'une prétendue soviétisation de la société française. *L'Information municipale* aime à écrire que l'URSS est le « pays de l'enfance heureuse ». Elle incite ses lecteurs à lire le cahier de voyage, illustré par Picasso, d'un jeune écolier, Philippe Perrault, de retour d'URSS : « Bien surpris seraient nombre d'honnêtes gens que la presse, la radio, le cinéma trompent quotidiennement en calomniant notre grande alliée, l'Union soviétique. Philippe Perrault a eu l'heureuse idée d'écrire, avec sa manière d'enfant, ce qu'il a vu en URSS. C'est "le pays de l'enfance heureuse". Il raconte les splendeurs des palais des enfants soviétiques, les belles colonies de vacances »³¹. Dans la mise en œuvre de cette politique de l'enfance, les maires communistes ont été chaperonnés par les tenants de la tradition municipale. En 1948, Louis Peronnet, maire de Bezons (1926-1961) et président de l'ANER, insiste avec fermeté sur « ce qui ne doit pas être fait » par les édiles de son parti. Ce qui importe avant tout, c'est d'inculquer aux enfants le sens du collectif et promouvoir la « colonie domaniale collective de vacances ».

La propagande est à son apogée au début des années 1950. Tous les sujets peuvent être instrumentalisés au service de la défense de la mère patrie du socialisme. Tous les vecteurs d'opinion sont bons à utiliser et en particulier les images cinématographiques³². Les colonies de vacances des villes communistes seraient ainsi devenues des lieux d' enrôlement où il est déconseillé de « jouer aux "cow-boys" matant les Indiens ou aux "espions" américains en lutte avec les "bandits" chinois »³³. Mais confrontée à la pratique municipale, la « soviétisation » des enfants résiste difficilement à l'épreuve des faits. Il suffit d'observer les grandes fêtes gymniques de la municipalité socialiste de Pantin au temps de Charles Auray (1919-1938), les démonstrations populaires de *l'Avant-garde de Saint-Denis*, organisation catholique fondée en mai 1913³⁴, ou mieux encore, les manifestations du Bouquet provincial organisées à Villemomble en 1937, 1947 et 1958, pour mesurer que les rassemblements d'enfants à visée politique ne sont pas le monopole des mairies communistes.

Qu'il y ait eu, pour le contrôle de l'enfance communale, des surenchères entre puissances tutélaires, municipales et paroissiales, relève de l'évidence. Dans toutes les mairies, le souci d'encadrer la jeunesse est chronique et transcende les cultures politiques. Il n'en reste pas moins vrai que le château communiste a fait dès les années 1930 de la banlieue rouge un sujet d'orgueil

³⁰. *Regards* du 15 août 1935.

³¹. *L'Information municipale*, n° 38, février 1951.

³². Le PCF dispose d'une coopérative mise à la disposition des mairies pour filmer leurs colonies. *L'Information municipale*, n° 3, mai 1948.

³³. *L'Information municipale*, n° 18, juin 1949.

³⁴. Jacques Valdour, *Ateliers et taudis de la banlieue de Paris*, Paris, éditions Spes, 1923, p. 86.

pour la sociabilité municipale. Dans les paroles militantes d'anciens colons s'entend une certaine nostalgie qui tend à mythifier leur expérience passée³⁵.

Si l'encadrement communiste des colonies de vacances apparaît comme singulier, l'essor de ces établissements outrepassa les frontières partisans. Les châteaux des municipalités rouges, les plus nombreux, sont associés à un déploiement général des politiques publiques. Leur projet a pu, à l'échelle communale, se retrouver en compétition avec l'institution religieuse qui a investi depuis sa mise au ban de l'école publique, au début des années 1880, les groupements de jeunesse. Aux prises avec la concurrence, le discours communiste a investi deux dimensions, l'une à visée externe – populariser l'œuvre municipale –, l'autre à visée interne – mobiliser l'ardeur militante –. La colonie communiste domaniale a été érigée en modèle. Mais dès 1945, le modèle du château rouge est critiqué par une figure du communisme municipal en la personne de Louis Peronnet. « Ceux de nos amis qui ont fait l'acquisition de châteaux ont été pour le moins fort déçus pour ne pas dire volés. Ces châteaux n'ont pas été construits pour accueillir un nombre important de personnes »³⁶. La culture du résultat, chère aux maires bâtisseurs quelle que soit leur culture politique, détrône peu à peu le château pour de nouveaux équipements plus fonctionnels et modernes.

La colonie municipale n'a pas été une « castellation » au sens d'un repli en vase clos. Elle était au contraire une vitrine sociale exposée en modèle de pédagogie politique et d'encadrement social, à l'attention non seulement des familles, mais aussi, des populations riveraines des colonies. Les domaines vacanciers ont eu une fonction de faire-valoir pour l'édilité communiste. Le documentaire hagiographique tourné en 1932 par la municipalité de Bagnolet sur sa colonie de l'île d'Oléron l'atteste. Sa première promotion est mise en scène avec ses bérets rouges, ses costumes kaki et ses drapeaux rouges. Devant les autochtones, les colons clament le refrain de leur chanson étendard : « Voilà les gosses de La Vignerie. Qui bien loin du mauvais air. Font séjour à la mer. Les gosses de riches en pleurent d'envie ».

Au-delà des représentations du parti communiste partagé entre une transcendance politique affiliée à l'URSS et un ascendant sociétal tiré de sa remarquable longévité municipale, il importe d'insister sur les convictions qui animent les organisateurs de ces vacances municipales. Peut-on parler de revanche sociale ? Le terme est peut-être excessif. Le maire communiste, passé par le sas normalisateur de la gestion municipale, s'inscrit dans une continuité. Il s'engage dans une politique patrimoniale d'acquisitions qui complète et externalise son domaine communal et fait de sa colonie un lieu de démocratisation des loisirs. Le château municipalisé devient ainsi un vecteur de socialisation et d'identification communale, une marque d'appartenance qui nourrit encore, plusieurs décennies après l'âge d'or de la jeunesse, un sentiment de fierté : la fierté d'y être allé.

³⁵. Annie Fourcaut, « Mémoires de la "banlieue rouge" : occultation du mythe et mutation des images », *Communisme*, n° 15-16, 1987, pp. 121-134.

³⁶. Louis Peronnet, « Les communistes et le problème de l'enfance », in *L'Action des communistes...*, *op. cit.*, pp. 22-27.